Tanzanie : un arsenal de lois pour faire taire l'opposition en vue des élections

@rib News,Â 12/10/2020 - Source AFP Les autoritÃ©s tanzaniennes ont accru leur rÃ©pression des opposants politiques, utilisant de faÃ§on partisane un important arsenal lÃ©gislatif pour entraver leurs tentatives de faire campagne Ã l'approche des Ã©lections gÃ©nÃ©rales du 28 octobre, dÃ©nonce lundi Amnesty International.

Chevalier anticorruption pour ses partisans, le prÃ©sident John Magufuli, accusÃ© par ses dÃ©tracteurs de dÃ©rive autoritaire et d'avoir restreint les libertÃ©s publiques depuis son Ã©lection en 2015, brigue un second mandat. Le gouvernement de M. Magufuli "s'est dotÃ© d'un formidable arsenal de lois pour entraver toute forme de dissidence et limiter efficacement la libertÃ© d'expression et le droit de rÃ©union pacifique Ã l'approche des Ã©lections", explique Amnesty dans un nouveau rapport. "La Tanzanie a instrumentalisÃ© la loi Ã un point tel que personne ne sait rÃ©ellement quand il est du cÃ´tÃ© de la lÃ©galitÃ© ou de l'illÃ©galitÃ©", y souligne Deprose Muchena, directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est et australe, citant des lÃ©gislations sur les rÃ©unions politiques, la presse, le militantisme en ligne ou les ONG. La commission Ã©lectorale tanzanienne a dÃ©but octobre suspendu pour sept jours la campagne du principal adversaire du prÃ©sident Magufuli, Tundu Lissu, membre du parti d'opposition Chadema, pour cause de "propos sÃ©ditieux" et d'"accusations infondÃ©es" violant les lois Ã©lectorales. Selon Amnesty, la police a Ã©galement "fait appliquer de faÃ§on sÃ©lective et partisane la loi sur les rÃ©unions publiques", afin d'empÃªcher l'opposition de se rassembler et de tenir des meetings, pendant que le parti au pouvoir, le CCM, a toute latitude pour organiser des rassemblements similaires. Amnesty qualifie cette situation de "signe extrÃªmement inquiÃ©tant et malsain". M. Lissu est rÃ©cemment rentrÃ© de trois ans de soins et de convalescence en Belgique, oÃ¹ il a Ã©tÃ© soignÃ© aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© blessÃ© de 16 balles lors d'une tent d'assassinat en Tanzanie en 2017. Amnesty qualifie d'"avancÃ©e positive" son retour en Tanzanie - autrefois considÃ©rÃ©e comme un havre de stabilitÃ© en Afrique de l'Est - pour se prÃ©senter Ã la prÃ©sidentielle. "NÃ©anmoins, Ã l'approche des Ã©lections, les opposants continuent de faire Ã©tat d'agressions physiques, parmi lesquelles des enlÃ¨vements et passages Ã tabac qui n'ont pas fait l'objet d'enquÃªtes rigoureuses, impartiales et efficaces", estime l'ONG. Les autoritÃ©s ont Ã©galement suspendu des mÃ©dias sur la base de lois rÃ©pressives et vagues, et requiÃ¨rent depuis aoÃ»t que les journalistes Ã©trangers soient accompagnÃ©s d'un chaperon gouvernemental, selon Amnesty, Les Ã©lecteurs tanzaniens choisiront aussi leurs dÃ©putÃ©s et conseillers locaux, lors du scrutin du 28 octobre.